

Comment l'eurovirus réussit-il à s'implanter dans les esprits ? --- par Vincent Brousseau



L'attention d'un de nos lecteurs a été attirée par la "tribune" très européiste d'un certain Philippe Crevel, [publiée le 6 avril 2020 par le très européiste journal Les Échos](#).

À en croire cet apprenti échetier, l'euro serait rien moins qu'un « paratonnerre contre la crise du coronavirus », et même « un des atouts les plus précieux contre l'épidémie » car « la France, l'Espagne et l'Italie auraient fait banqueroute si elles n'avaient pas eu l'euro ».

Notre sympathisant me demande ce qu'il faut penser d'un tel dithyrambe. C'est bien volontiers que je réponds à cette légitime interrogation.

Source : <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-leuro-un-paratonnerre-contre-la-crise-du-coronavirus-1192482#xtor=CS1-26>

Qui est l'auteur de cette tribune ?

Vérification faite, Philippe Crevet a été dans sa jeunesse membre du Mouvement des Jeunes Giscardiens, membre du Collectif des Étudiants Libéraux de France à Sciences Po, conseiller au Groupe UDF, puis membre du bureau politique de l'éphémère « Démocratie Libérale » présidé par Alain Madelin, parti politique né en 1997 et mort à l'âge de cinq ans, en 2002.

De 2002 à 2003, il a été consultant économique auprès de la **Fondation Adenauer**, association ultra-européiste connue comme « un instrument de lutte idéologique contre le socialisme » et **[financée à 96,8 % par des fonds du](#)**

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
[gouvernement allemand](#) (données de 2009).

De 2003 à 2004, notre auteur a été **conseiller auprès du Ministre de la Santé, Jean-François Mattei, lequel est resté tristement célèbre pour avoir gravement [sous-estimé la canicule de l'été 2003 qui causa 15 000 morts](#)** en France. Je ne garde pas le souvenir que Philippe Crevel, qui conseillait ce brillant ministre qui dégagea au remaniement suivant, nous ait à l'époque assuré que l'euro était un paratonnerre contre la canicule.

Quoi qu'il en soit, [Philippe Crevel se présente aujourd'hui sur son blog](#) comme fondateur de la "société d'études et de stratégies économiques" Lorello Ecodata, directeur du "Cercle de l'Épargne" consacré à l'épargne et à la retraite, spécialiste des questions macroéconomiques, notamment concernant les finances publiques, l'emploi et les politiques monétaires, mais aussi spécialiste de la zone euro, de l'Union européenne, des États-Unis, de la Russie, de la Chine, du Japon, de l'Afrique et de l'Amérique Latine, mais encore spécialiste de l'étude économique des îles, et notamment de l'Islande, de Malte, de la Crète et de la Corse.

Une apologie de l'euro fondée sur un non-dit

Ce docte intervenant a donc été retenu par le journal [Les Échos](#) pour y publier une apologie de l'euro et de l'Union monétaire, d'une facture classique et qui suit un argumentaire traditionnel, lequel n'a guère changé depuis la présidentielle.

L'ensemble constitue sans doute un service commandé : en ces temps d'euro-scepticisme vilainement intensifié par la crise pandémique, il importe de rassurer le lecteur des *Échos* sur la pérennité de l'euro et d'en rappeler les bénéfices supposés.

La ligne de l'argumentation, d'un classicisme épuré, est donc : « La France, l'Espagne et l'Italie auraient fait banqueroute si elles n'avaient pas eu l'euro ».

Et d'attaquer :

« Sans la monnaie commune, les États auraient dû faire face avec leur monnaie nationale. La conséquence aurait été une envolée des taux d'intérêt et une dépréciation des taux de change. » « La Banque de France aurait certainement procédé à une monétisation de la dette, mais au prix d'une dépréciation violente de la monnaie. »

Remarquons au passage que l'expression « dépréciation des taux de change », si bien faite pour terroriser le rentier, est dépourvue de sens quand on ne précise pas par rapport à quelle monnaie est défini ce taux de change. L'auteur agite-t-il le spectre de la dépréciation par rapport au dollar ? Ou par rapport au mark ?

Or les États-Unis n'ont aucun complexe pour faire monétiser leur dette par leur banque centrale. Le contexte suggère donc que Philippe Crevel doit penser au deutsche-mark qui existerait puisque par hypothèse l'euro n'existerait pas. Mais un peu plus bas dans le texte, l'auteur évoque cette dépréciation des taux de change en mentionnant explicitement le dollar. Du coup, notre curiosité reste insatisfaite.

La "tribune" poursuit ainsi :

« Pour atténuer les effets de la crise, les gouvernements ont décidé de dépenser sans compter et par ricochet d'accroître la dette. Celle-ci est, en partie, reprise par la Banque centrale européenne (BCE) qui joue le rôle de sauveur en dernier ressort. »

Donc, ça, apparemment pour l'auteur, c'est bien. Il s'agit clairement du QE, dont je parlais dans un récent article^[1]. Qu'a donc fait la BCE sinon promettre de monétiser la dette à hauteur de 750 milliards ?

Comme je l'expliquais, les QE et en particulier le PEPP ne sont que des mécanismes permettant de monétiser les dettes des États tout en contournant l'interdit de l'Article 123. Et l'on me susurre dans l'oreillette que Francfort cherche désespérément des prétextes pour autoriser encore plus de contournement.

En somme, l'auteur nous dit :

- que si la Banque de France monétise la dette d'État de la France, des catastrophes s'ensuivent,
- mais que si c'est la BCE qui le fait, il ne se passe rien et tout est parfait.

Il y a là un non-dit qui reste tapi dans l'ombre. Éluçidons-le.

Le non-dit est le suivant.

Dans ce monde parallèle où la France serait restée hors de l'euro, la Bundesbank n'aurait pas monétisé la dette fédérale allemande. Face au coronavirus, le gouvernement allemand se serait procuré les fonds pour par les moyens traditionnels, en empruntant sur les marchés (à des taux insolemment négatifs).

En revanche, **pour des raisons mystérieuses que n'élucide pas ce spécialiste des retraites, du Japon, de l'Afrique et de la Crète, la France n'aurait plus pu faire comme avant.** Le coronavirus lui aurait interdit d'accéder aux marchés financiers et le gouvernement français aurait donc dû forcer la Banque de France à monétiser son surcroît de dette dû à la pandémie.

Voilà le non-dit.

(Les lecteurs qui me connaissent ont sans doute remarqué que je ne suis pas des plus favorables à l'idée de faire monétiser la dette d'État par la Banque centrale ; mais cela ne m'empêche nullement de détecter une hypothèse cachée dans le prétendu "raisonnement" d'un européiste.)

L'escroquerie intellectuelle de cette "tribune" repose sur un vice logique

L'escroquerie intellectuelle de la "tribune" de M. Crevel est évidemment là : avec beaucoup d'autres européistes, il affirme haut et fort que si la France n'était pas entrée dans l'euro en 1999, elle aurait perdu l'accès aux marchés financiers.

Notre auteur, qui a également [été, pendant 8 ans, de 1991 à 1999, conseiller chargé des questions économiques et fiscales auprès des Présidents de groupe UDF à l'Assemblée nationale](#), et notamment François Bayrou, sait pourtant pertinemment que **la France d'avant l'euro bénéficiait sans la moindre difficulté d'un accès sans limite et très confortable à ces marchés financiers.**

Comment et pourquoi cet accès de la France aux marchés financiers se serait soudain fermé à partir de 1999 si elle avait conservé sa monnaie ?

On n'en sait rien. C'est juste asséné.

Cela fait partie du Credo des européistes.

C'est un énoncé public du dogme de la Foi européiste pour prouver son orthodoxie, un pré-requis pour avoir accès aux plus grands médias du pays.

Ce verset de l'évangile maastrichtien est d'autant plus grotesque que, de nos jours plus que jamais, les marchés financiers se goinfrent des dettes de tous les États d'Europe de l'Ouest, qu'ils soient ou dans l'euro !

On se demande donc bien sous l'effet de quelle malédiction les marchés, en ces temps de coronavirus, snoberaient précisément et uniquement la dette de la France si elle n'était pas dans l'euro. Et cela, alors même que notre pays conserve encore une qualité de signature supérieure à celle de très nombreux autres États d'Europe et du monde. On se demande tout autant pourquoi cette répulsion des marchés serait telle qu'elle contraindrait la Banque de France à faire une chose qu'elle n'aime pas beaucoup, même si elle est à ce sujet un peu moins hystérique que sa consœur la Bundesbank : monétiser la dette.

Ainsi, lorsque Crevel écrit : « la Banque de France aurait **certainement** procédé à une monétisation de la dette », il faut bien comprendre que ce petit « **certainement** » est l'endroit exact où il passe, en contrebande, la petite escroquerie. Un mot, rien qu'un seul : qui y fera attention ?

Or, faire l'hypothèse que l'agence France Trésor aurait pu avoir des difficultés à placer ses emprunts, ravalant ainsi la France à une vulgaire Argentine ou à un quelconque Zimbabwe, c'est simplement se moquer du monde. L'Angleterre, qui n'est pourtant pas un colosse en comparaison de notre pays, a-t-elle jamais eu dans les récentes décennies la moindre difficulté à fourguer ses emprunts aux marchés financiers tout en conservant sa livre sterling ?

On voit donc que la conclusion du "raisonnement" de l'auteur ("l'euro apporte des bienfaits, car il nous a évité de devoir monétiser") dépend de l'hypothèse cachée que l'euro apporterait des bienfaits, car il nous aurait évité de devoir monétiser notre dette.

Il s'agit là d'un vice logique classique, appelé argument circulaire[\[2\]](#) [\[3\]](#). C'est un crime capital dans le domaine de la logique. Et c'est pourtant un crime intellectuel dont la propagande européiste a pris l'habitude d'user et d'abuser depuis des années. Faute, supposons-nous, d'arguments un peu consistants.

Fondée sur un vice logique, l'eurolâtrie déroule ensuite les habituelles prophéties terrifiantes

Une fois qu'il a posé ce mensonge fondamental - « la Banque de France aurait *certainement* procédé à une monétisation de la dette » - l'auteur de ce panégyrique à la gloire de l'euro procède ensuite, de façon on ne peut plus classique, au déroulement inexorable des prophéties terrifiantes, selon le modèle quasi-académique du "project fear", ce fameux "Projet de la Peur" auquel la longue saga du Brexit nous a habitués.



Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Le conseiller du ministre de la santé qui n'avait pas vu arriver le drame des 15 000 morts de la canicule de 2003 lance aujourd'hui des sermons dignes d'un Torquemada, en Grand Inquisiteur européiste des temps modernes : « Il en aurait résulté une fonte des réserves des changes et une incapacité à importer les matières premières, l'énergie et les biens nécessaires au bon fonctionnement de l'économie. Face à la défiance généralisée des investisseurs étrangers, afin d'éviter la banqueroute la France aurait été acculée à demander le soutien du Fonds monétaire international (FMI). »

Et allez donc.

Après une tentative de réhabilitation de la méchante Allemagne, tentative qui n'a que faire là, l'auteur conclut par un dernier paragraphe, louange dithyrambique de l'euro et de la BCE donc chaque phrase, scandée comme il se doit sans l'ombre d'une justification, a autant de fondement que les arguments qu'on nous avait répétés en boucle pour nous faire ratifier Maastricht. (Pour ceux qui n'étaient pas nés : L'euro nous apportera 1/ plus de croissance, 2/ moins de chômage. On a vu ça.)

Conclusion : l'eurovirus ne peut proliférer que par la censure de ses contradicteurs

Alors on peut se demander à quoi rime un tel article.
Peut-il être efficace ?

La réponse est : oui, hélas.

Les gens à qui l'on donne un texte à lire qui se présente comme un raisonnement n'essaient pas, en général, de contrôler la rigueur du raisonnement. S'ils le faisaient, ils essaieraient de se construire une représentation globale dudit raisonnement et ils en viendraient inévitablement à dénicher la petite faille, parce qu'ils verraient le hiatus.

Mais ce n'est pas ce qu'ils font. Comme je l'expliquais lors de mon intervention^[4] à Chatham House, en 2019, le public voit le raisonnement comme une série d'images-choc, chargées d'un contenu émotionnel (comme par exemple la peur) et qui se suivent dans un ordre apparent.

Ici, l'auteur de cette "tribune" a justement construit son « raisonnement » de cette façon : comme une série d'images-choc, chargées d'un contenu émotionnel.

Cette technique paraît risquée, mais elle ne l'est pas dans un cas : si l'auteur peut s'exprimer sans danger d'être contredit.

C'est le cas de ceux qui font de la propagande pro-euro.

C'est le cas dans les débats sur l'euro que vous pouvez voir à la télévision, où les protagonistes auraient des différences mais aussi une ressemblance : ils seraient tous pro-euro.

C'est le cas ici.

Si par exemple, moi, j'écrivais un "*débunkage*" de cet article et le soumettais aux *Échos*, je sais par avance qu'il ne serait pas publié. Après un délai suffisant pour que l'article critiqué soit sorti des radars, je recevrais simplement une lettre de refus (non motivée).

Je ne dis pas ça gratuitement, on a déjà essayé dans un autre cas.

Et donc **dans ce genre de situations, contradiction interdite, la technique peut fonctionner.**

De là cette ahurissante cascade d'images choc qui ont parsemé le discours médiatique sur le Brexit (par exemple).

Pour détourner le peuple de voter en faveur du Brexit, les européistes ont asséné que la Grande-Bretagne devrait recourir au FMI, que la livre sterling s'effondrerait, que le PIB chuterait de -6%, que le chômage exploserait, que la croissance implorerait, que l'Écosse s'enfuirait, qu'il y aurait le retour de la guerre en Irlande, que les cadres de la City londonienne traverseraient la Manche pour s'installer au Touquet, que les fruits et légumes disparaîtraient des étalages, qu'il y aurait pénurie de médicaments et de papier hygiénique... En bref, qu'il y aurait des nuages de sauterelles et que le monstre du Loch Ness allait enfin daigner sortir des profondeurs pour venir dévorer tous les Anglais.

À ces images fortes, il suffit d'un canevas logique faible. Ce n'est de toute façon pas le canevas logique que retiendront la plupart des lecteurs.

De là aussi cette insistance lancinante à nous dire que si la France sortait de l'euro, le chômage exploserait et la croissance implorerait, ce qui dénote un certain manque de vergogne venant de ceux qui nous avaient dit que, si Maastricht était ratifié, le chômage implorerait et la croissance exploserait.

Mais c'est sans risque : pas de vrai contradicteur sur le plateau.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Je gage donc - hélas ! - que l'euro péiste déjà convaincu avalera l'article de Crevel d'un air grave et concentré, et en sortira encore plus convaincu des développements de l'auteur, et en se demandant avec bonne conscience comment on peut être anti-euro. Sans doute des complotistes, des êtres intellectuellement inférieurs et qui ne comprennent rien. Ne réalisent-ils pas que la France, sans l'euro, aurait dû se soumettre au joug du FMI ? Les pauvres gens. On devrait décidément interdire de droit de vote ceux qui n'ont pas compris les bienfaits de la construction européenne.

Donc, oui, ce genre d'articles peut être efficace. Non qu'il soit sensé, mais il est construit selon des règles qui ont fait leurs preuves. Et on en aura de plus en plus, au fur et à mesure que les euro péistes seront gagnés par la panique.

Puis, un beau jour, on n'en verra plus un seul.

Vincent Brousseau
(avec quelques ajouts de François Asselineau)
9 avril 2020

[1] <https://www.upr.fr/actualite/la-tsarine-est-morte-lanalyse-de-vincent-brousseau-sur-le-qe-de-750-milliards-e-annonce-par-la-bce/>

[2] Voir https://fr.wikipedia.org/wiki/Argument_circulaire

[3] Rien à voir avec la circularité dont je parle dans mes conférences monétaires

[4] <https://youtu.be/hLvkQRbQeUw?t=3979>